

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national des 25 et 26 mai 2013

---

## Rapport de Pascal Savoldelli sur les élections municipales 2014

---

Cher(e)s camarades,

Les échanges que nous allons avoir sur les questions que soulèvent les futures élections municipales et notre engagement vont être déterminants pour préciser ensemble la manière de construire nos avancées politiques et d'aller de l'avant. C'est pourquoi, d'emblée, je tiens à dire que les conclusions de notre travail et de nos échanges seront plus importantes que les idées et propositions dont je vais vous faire part dans mon propos introductif à la discussion.

Les élections municipales de mars 2014 vont être un moment particulièrement important dans le contexte politique actuel, avec ses évolutions rapides sur fond de crise globale de notre de société que ne cessent d'aggraver depuis un an les options ouvertement libérales de François Hollande et de son gouvernement.

Deux mois avant les européennes, mais aussi première d'une série de scrutins qui vont marquer le climat et le paysage politique jusqu'à la présidentielle de 2017, ces municipales vont incontestablement mobiliser toutes les forces politiques, d'abord au plan local mais aussi par leur dimension nationale. Elles vont être pour nous l'occasion d'aller au plus près des préoccupations des gens, de leurs attentes et de leurs besoins, en politisant ce qu'elles ont de spécifique. En politisant notre utilité dans la gestion des collectivités locales, des villes et des villages, pour la vie quotidienne, alors que nous le savons, il existe un climat de défiance et de recul de la légitimité des représentants.

Conserver et renforcer nos positions, c'est-à-dire créer les conditions pour avoir le plus grand nombre d'élus, partout, gagner des villes est un enjeu majeur sur lequel nous ne pourrons progresser sans une démarche de conviction, de mobilisation et de mise en mouvement audacieuse et offensive.

Ces exigences appellent un haut niveau de mobilisation des communistes et un haut niveau de rassemblement sur les idées, sur les luttes et les projets.

La réflexion à engager sur la manière de nous engager le plus efficacement possible dans cette bataille électorale ne peut évidemment être déconnectée de notre analyse sur les évolutions de la société et sur comment nos concitoyens les vivent.

Toutes les dynamiques que nous nous efforçons d'impulser ont aujourd'hui pour **dénominateur commun la lutte contre l'austérité** qui dégrade notre société dans tous les domaines au plan économique, social et institutionnel. Je pourrais ajouter au plan moral... et des valeurs républicaines.

Sous toutes ses formes et dans toutes les circonstances, notre lutte contre l'austérité est un combat contre les déclinaisons politiques, résolues et déterminées, qui veulent disqualifier l'intérêt commun et le service public au profit de logiques privées.

Cette démarche est largement promue et soutenue par le MEDEF qui ne cache pas sa détermination de ne pas rester l'arme au pied pour les municipales. L'enjeu est clair : rendre marchands des pans entiers de l'action publique à haute valeur ajoutée.

L'option libérale du gouvernement clairement confirmée par le Président de la République au terme de sa première année de mandat modifie incontestablement l'espace politique de la droite, contrainte à des gesticulations voire à des appels à la désobéissance civique sur des questions de société comme le mariage pour tous. L'UMP va même jusqu'à rêver d'un « *mai 68 à l'envers* » ! Et n'hésite pas à appeler à une « *révolution civique* ! »

Si le Medef, ses forces politiques, ses réseaux, un certain nombre de médias s'emploient quotidiennement et dans tous les espaces de la vie des gens à faire passer une idéologie du renoncement et de la fatalité du « *vivre moins bien* », ce sont non seulement les effets désastreux du libéralisme mais ses fondements mêmes qui sont de plus en plus clairement identifiés comme responsables de la déstructuration de notre société et d'une crise profonde de sens de plus en plus insupportable.

Dans une crise qui porte en elle des processus de mutation, de luttes, d'idées et d'aspirations nouvelles dans la transformation sociale, mais aussi de la défiance, de la résignation, de l'impuissance sur le cours des choses, l'attention à porter à tout ce qui vit et bouge dans la société est un enjeu politique majeur.

Dans le même temps, l'apport de nos idées, de notre présence dans les luttes, de nos propositions dans la rencontre et le débat citoyens peuvent faire bouger les rapports de force sociaux, démocratiques, politiques, et électoraux.

Nous devons **faire des élections des processus forts et transformateurs nourris de toutes ces dimensions citoyennes et sociétales**. Notre combat politique a tout à gagner à dépasser des archaïsmes propagandistes pour être en phase avec tout ce qui vit, se pense, se révolte, lutte et se développe dans la société civile et citoyenne.

Bien que dominantes dans le comportement des électeurs aux municipales, les questions locales seront également politisées ou conscientisées par l'environnement politique et par la nature, très politique, des exigences humaines qui émergent dans l'ensemble de notre société.

L'observation des sondages permet de dégager quelques grandes tendances qu'il

me semble utile de partager :

**D'une manière générale, les Français sont attachés à leur commune, et majoritairement satisfaits de son évolution.** Ils sont très fortement attachés à l'institution communale. Et il s'agit là d'un échelon de la démocratie précieux à leurs yeux. Le ou la maire résiste mieux à la crise de légitimité des pouvoirs. 85 % se disent satisfaits de vivre dans leur commune. Les deux tiers ressentent que cette dernière année, leur ville a plutôt changé en bien, et les trois quarts estiment que dans l'ensemble, la municipalité a accompli un bon travail pour l'essentiel.

**Toutefois, des décalages existent entre les attentes des administrés et la perception qu'ils ont des priorités de la municipalité.** Selon les sondages, ces priorités se classent de la manière suivante : 1) Emploi, développement économique. 2) Sécurité des biens et des personnes. 3) Circulation, transports, stationnement. 4) Cadre de vie, environnement. 5) Éducation, École. 6) Logement, aménagement de la ville. 7) Équipements, service public. 8) Action sociale et solidarité. 9) Animation, activités sportives et culturelles.

Et de façon un peu plus opérationnelle, les principaux sujets dont ils pensent qu'il faudrait s'occuper en priorité dans leur commune : Le montant des impôts locaux, 45 % ; la lutte contre la délinquance, 37% ; le stationnement et la circulation, 34 % ; L'accès au logement, 26 % ; le développement économique, 25 % ; les transports en commun, 23 % ; la propreté et le traitement des déchets, 22 % ; la transparence de la gestion municipale, 21 % ; l'aide aux personnes âgées, 18 % ; l'aide aux personnes défavorisées, 16 % ; l'immigration, 16 %.

Sont particulièrement à noter :

- Une augmentation forte, depuis 2008, des préoccupations concernant les impôts locaux, la délinquance et les transports.
- Des décalages assez importants sur les derniers thèmes entre les attentes et les priorités perçues dans l'action municipale.

Ces décalages semblent générer chez les habitants des inquiétudes sur l'avenir de leur ville. C'est le cas pour un bon tiers d'entre eux avec beaucoup de doutes sur la capacité des élus de garantir le meilleur avenir pour sa ville.

La prise en compte des éléments généraux que je viens d'évoquer conduisent à **souligner deux enjeux majeurs qui sont pour nous deux exigences fortes :**

La condition essentielle de notre lien avec les habitants est dans la crédibilité que nous saurons gagner à **être utile dans la gestion municipale, pour leur vie quotidienne et dans la réponse à leurs besoins.** Il faut nous positionner sur l'idée que l'élection de nos candidats sera synonyme de gain personnel, familial et collectif sur des plans très divers. C'est dans cet esprit qu'il nous faut répondre à un besoin de solidarité, de convivialité, de proximité de présence dans les luttes sur les retraites, l'emploi, l'école, la santé, le logement.

Nous voulons contribuer à faire des communes des espaces de développement de la démocratie et de résistance contre l'austérité. Toutes les déclinaisons locales de notre engagement doivent prendre appui sur une mobilisation générale du Parti pour la vie des gens, car **rien n'est plus politique et facteur de rassemblement que les besoins exprimés par les populations**. Rencontrer ces besoins et les politiser est facteur de rassemblement dont nous voulons faire une dynamique de conquête politique avec et au service des populations.

De ce point de vue, **défendre la commune, c'est défendre le service public, la démocratie et donc les conditions de vie des gens. Mettre en débat notre opposition à la réforme territoriale du gouvernement est donc un impératif incontournable** et logique, car accepter à terme des communes qui ne serviront à rien, c'est vider de sens tout projet municipal.

Je tiens à pointer la cohérence antidémocratique qu'il y a entre ce projet d'acte III de la décentralisation et la réforme du mode de scrutin de la future élection départementale. Car si ce nouveau scrutin majoritaire binominal à deux tours introduit la parité, le fait qu'il divise par deux le nombre de cantons redécoupés rendra plus difficile la proximité et le lien avec les populations et les territoires. Ce nouveau scrutin vise la bipolarisation de la vie politique et à des recompositions contraire au dynamisme du pluralisme et de la démocratie.

Je rappelle qu'à l'occasion du débat au Sénat, le 30 mai, sur la réforme territoriale, l'ANECR appelle tous les élu(e)s de toute sensibilité, les agents des services publics territoriaux, les militants associatifs et syndicaux, les citoyens à se rassembler devant le Sénat à partir de 11 h 30. Décentralisation, oui ! mais pas de réforme de la démocratie sans la démocratie !

Ce sera un soutien appréciable aux interventions de nos camarades sénateurs qui, comme nos députés, font un travail considérable sur cette question, comme sur bien d'autres, pour faire prévaloir nos positions.

L'issue de ces élections municipales sera **un élément essentiel du rapport de force dans notre pays et conditionnera fortement notre capacité à ouvrir une alternative aux politiques d'austérité**.

C'est dire l'enjeu de la mobilisation du Parti pour ces municipales dans lesquelles, je n'hésite pas à le dire, va se jouer en partie la crédibilité de la stratégie du PCF. Elles seront bien évidemment déterminantes sur les élections sénatoriales qui suivront, en septembre de l'année prochaine. Puisque cinq sénateurs de notre sensibilité seront renouvelables, et qu'au-delà de notre influence par laquelle se joue actuellement la majorité de gauche dans cette assemblée, on ne peut accepter que le Sénat passe à droite.

L'importance politique des municipales dans le contexte actuel et pour conforter notre influence appellent une **mobilisation particulière de l'ensemble de l'organisation du parti, des communistes, pour construire des rassemblements à gauche à la hauteur des enjeux** que je viens de souligner.

Au plan électif, nous disposons **d'atouts non négligeables pour changer les rapports de force actuels**.

S'agissant des villes de plus de 20 000 habitants qui sont au nombre de 470 : Le PCF dans l'union comptabilise 30 maires, 184 adjoints au maire. 8 villes ont un ou une maire communiste sans l'union au 1<sup>er</sup> tour en 2008, avec 62 adjoints au

maire. Les partenaires du FG, du PG et la FASE ont respectivement 8 et 3 maires, dans ces communes on comptabilise 19 adjoints au maire.

Le PS dans l'union comptabilise 152 maires avec 258 adjoints communistes ou apparentés. 35 villes ont un maire socialiste sans l'union où aucun adjoint au maire n'est communiste ou apparenté.

EELV comptabilise 3 maires, pas d'adjoint communistes ou apparentés. Le maire d'Arcueil a en cours de mandat rejoint cette formation politique, deux camarades sont membres de l'exécutif local.

MRC/DVG/PRG comptabilisent 21 maires, 23 adjoints au maire sont communistes et apparentés.

L'UMP dispose de 167 maires. Le NC de 25 maires ; DVD compte 20 maires.

Le FN n'a aucun maire, mais il veut s'inviter dans les futures municipales. Il est à noter que lors des législatives de 2012 au second tour, il a obtenu un score supérieur ou égal à 40 % des suffrages exprimés dans plus de 75 villes de plus de 5 000 habitants, dans 12 villes de plus de 15 000 habitants.

En 2008, notre parti avait perdu 247 communes dont 4 de plus de 50 000 habitants (Calais, Montreuil, Aubervilliers, Marseille 8<sup>e</sup> secteur), 35 villes de plus de 3 500 habitants. Nous avons gagné 130 villes, dont 33 de plus de 3 500 habitants. Tout le monde se rappelle et a compris que le solde n'est pas globalement positif !

Par contre, ce qui est un point d'appui indiscutable, ce sont les près de 10 000 élus communistes ou apparentés dont l'immense majorité est membre de l'ANECR. Près de 1 000 sont maires, plus de 2 500 sont adjoints au maire... **Nous sommes la 3<sup>e</sup> force politique au plan national, en tant que réseau d'élus.**

Ce qui montre notre enracinement local comme national. Nous avons un véritable maillage d'élus locaux en responsabilité vis-à-vis de la population dans de nombreux départements et régions de notre pays qu'ils soient ruraux ou urbains. **Plus de 3 300 000 citoyens vivent dans une commune gérée par un maire communiste ou apparenté, ce qui implique de la part de nos élus et de notre parti un rapport fort au réel et à ses contradictions.** Ces élus qu'ils soient conseillers municipaux, communautaires, adjoints, maires, apportent un démultiplicateur de résonance de nos propositions politiques et de nos valeurs auprès de la population. Nos élus enrichissent aussi fortement la réflexion concrète de notre parti sur des questions centrales pour nos concitoyens comme l'eau, le logement, les transports, l'énergie, la santé, la petite enfance, l'urbanisme... Ils sont de toutes les luttes et solidarités sociales, sociétales et internationalistes, que cela soit les expulsions, les coupures de gaz et d'électricité, l'aide aux sans-papiers, la défense de l'emploi et des services publics, le développement industriel, la protection de l'environnement, l'accès à la culture pour tous... Ou de la question du droit de vote et d'éligibilité des étrangers non communautaires qui sera l'un des marqueurs du débat politique des municipales.

Nos maires sont aussi des rassembleurs de toute la population, par des pratiques démocratiques innovantes d'implication des citoyens dans la gestion des affaires de la cité. Entièrement dévoués à leurs mandats et à l'intérêt général, malgré toutes les difficultés financières des communes dues à la réduction des dotations

de l'État et la suppression de la taxe professionnelle, malgré les attaques contre la démocratie communale, ils sont les bâtisseurs de l'urbanité et de la ruralité de demain. Pour le bien commun, Ils rassemblent bien au-delà du périmètre de la gauche politique.

En 2014, lors d'un premier échange avec les fédérations, nous avons déjà l'ambition de conquérir 38 communes de plus de 3 500 habitants dont Calais, Le Havre, Montreuil, Aubervilliers, pour ne citer que les plus grandes en termes de population.

Différents sondages donnent des indications intéressantes sur les intentions de vote, bien qu'elles doivent être prises avec beaucoup de prudence car elles font abstraction des réalités locales et des personnalités des maires sortants et les équipes.

Ils donnent les réponses suivantes dans une fourchette nationale :

Extrême gauche : 2 %

Front de gauche : entre 8 et 10 %

PS + radicaux divers gauche : entre 24 et 27 %

EELV : 6 %

MODEM : 4 %

UMP + divers droite : de 37 à 39 %

FN : de 10 à 13 %

Autres listes : 2 %

Si l'écart entre le total gauche et le total droite hors FN reste le même qu'en 2008, le FN pour sa part gagne 10 % sur 2008, au détriment semble-t-il à la fois de la gauche et de la droite.

Le niveau de participations attendu est particulièrement faible, référencié à 50 %, alors que pour rappel en 2008 il a été de 66,5 %, en 2001 de 67,3 % et de 69,4 % en 1995.

Le caractère particulier des municipales nous conduit à penser le rassemblement électoral le plus « large » possible pour conserver et gagner des villes, des élus.

Nous voulons que les constructions politiques que nous allons engager garantissent, dans certaines villes, dès le 1<sup>er</sup> tour, le plus grand nombre d'élue(s) du rassemblement à gauche, communiste et Front de gauche dans le maximum de villes. Mais aussi nous devons être vigilants pour créer les conditions d'une victoire de la gauche au 2<sup>e</sup> tour. Pour cela, il est indispensable d'ouvrir des fronts les plus larges à l'ensemble des forces de gauche, citoyennes, à des personnalités. Cela dans une démarche stratégique de fond dont l'objectif est d'abord de faire front contre la droite et le FN à l'affût. Mais surtout pour réaliser un fort **rassemblement à gauche, efficace contre l'austérité**, en appui le plus large sur des bilans partagés et porteurs de projets de villes faits de réponses et de perspectives constructives pour les habitants.

Localement, la manière et l'ampleur dont le mouvement social et les luttes s'inviteront dans le champ politique des municipales est un vecteur essentiel.

Prioritairement, faisons place au peuple, place au citoyen !!!

**Ces municipales doivent être l'occasion d'encourager la tenue d'assemblées citoyennes pour dynamiser l'apport du FG dans le rassemblement à gauche.** A notre Congrès, c'est à juste titre que nous avons formulé cette ambition théorique et ce choix stratégique d'ériger l'expression citoyenne comme acteur politique majeur.

Ces assemblées pourront être convoquées sur les thèmes les plus proches des préoccupations des habitants et donc rassembleurs : retraites, logement, projet de ville, transports, pauvreté, une autre répartition des richesses, reconquête industrielle, problèmes écologiques ou de la transition énergétique, l'emploi, etc.

Nous pourrions mettre ces assemblées citoyennes au service de coopératives citoyennes et de comités locaux d'initiatives et même aller jusqu'à l'organisation d'assises locales citoyennes.

Cette stratégie électorale permet de dépasser un débat, voire une opposition, entre constitution de listes de large rassemblement initiées par le FG et union avec les socialistes. D'emblée, ce serait déplacer nos critiques justifiées et fortes envers la politique gouvernementales sur des enjeux locaux pour lesquels le large rassemblement à gauche s'impose d'abord contre la droite et son extrême et pour construire sur des questions concrètes de la vie des gens.

**Nous sommes dans un temps politique où la question est davantage « comment » que « qui » rassembler !** Nous souhaitons que notre offre politique débouche, le moment venu, sur un maximum d'accords locaux pour la constitution des listes. La nature et la qualité des rassemblements détermineront, au cas par cas, les conditions de l'union.

**Nous voulons que les municipales ouvrent des perspectives de progrès au plan local!... mais il est évident qu'elles ne sont pas déconnectées des problématiques nationales et européennes.** Les résultats et l'avancée de notre influence et de nos idées pèseront sur la manière dont seront abordées et traitées ces questions par la suite. C'est pourquoi nous pourrions envisager de prendre des initiatives nationales, régionales, départementales pour amplifier les enjeux locaux sur des questions plus spécifiques à ces différents niveaux.

**Comment organiser le travail de mobilisation des adhérents de notre parti dans un calendrier que nous voulons toujours plus largement ouvert aux interventions populaires ?**

Élargir la place et le rôle du citoyen dans la conquête politique comme dans l'exercice du pouvoir, c'est poser le cadre de notre stratégie d'union et de rassemblement à gauche pour construire des fronts contre l'austérité et pour le mieux vivre ensemble.

D'abord il faut poursuivre l'effort de direction pour réunir les adhérents aux niveaux départemental et local sur les enjeux, la diversité des situations locales, sur les objectifs de rassemblement, les objectifs politiques et électoraux.

C'est le moment, en juin, de désigner par un vote souverain, là où nous sommes sortants, le ou la camarade maire qui va conduire la liste ou, si renouvellement, celui ou celle choisi. Dans les autres situations où le maire sortant est de gauche ou de droite, il faut désigner le ou la camarade, « *citoyen, citoyenne, délégué(e) local(e) investi(e) par notre parti* ».

Il sera nécessaire d'organiser partout le temps du partage du bilan de la municipalité et du rassemblement à gauche. Proposer aux populations, avec une attention particulière à la société civile, la mise en place de coopératives locales citoyennes ou de comités locaux d'initiatives citoyennes. Imaginer « *un marqueur* » visible, fort et populaire du rassemblement local qu'on imagine, « *ma ville, j'y tiens !* », « *d'abord l'humain pour ma ville* », « *au cœur de ma ville* »... Établir un réseau de contacts. Rencontrer les autres forces de gauche.

Mettre en place des collectifs électoraux, évolutifs au regard de l'évolution du rassemblement. Ce temps de campagne pourrait se tenir de juin à fin septembre. Deuxième temps de campagne, octobre, novembre et début décembre pourraient être le temps de la construction du projet local, des éléments programmatiques et de la liste, avec la tenue d'assises, d'ateliers, d'États généraux. Cette période politique serait nourrie d'initiatives nationales, régionales, départementales. De janvier à mars : la campagne, appels à voter, points de rencontres, porte-à-porte, banquets, meetings... et bien d'autres initiatives à imaginer.

Dans ce cadre, et afin de faire vivre ces trois temps, nous pourrions nous appuyer sur une « *boîte à outils* » régulièrement actualisée pour les fédérations et les sections. Elle pourrait se composer de la manière suivante :

- Un agenda du secrétaire de section : outil de méthodes d'organisation de la campagne.
- Un jeu de fiches projets municipaux alliant contenus et démarches autour de grandes thématiques.
- Un mémo : communiquer en période de campagne.
- Un mémo : mode d'emploi du scrutin. Ce qui va être donné dès aujourd'hui par Yann Le Pollotec dans son exposé.
- Un mémo : compte de campagne.

Cher(e)s camarades, je vous remercie de votre attention, mais avant, permettez-moi de faire une transition entre ma présentation et le débat en glissant une citation de Saint Exupéry : « *Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible* ».

—